

# Rythmes scolaires :

## « On a fait les choses à l'envers »

GÉRALD VANBELLINGEN ET CHRISTIAN CARPENTIER

Réforme des rythmes scolaires, grogne des enseignants, accords de la Saint Boniface, fusion UCL-Saint Louis, décret paysage et, bien sûr, mue du cdH en « Les Engagés » avec des questions sur le réseau unique ou la suppression du cours de religion... Alda Greoli, cheffe de groupe Les Engagés au Parlement de la Communauté française, évoque à son tour avec nous les dossiers chauds dans l'enseignement. Et clarifie certaines positions nouvelles de son parti...

### Fallait-il modifier les rythmes scolaires ?

« C'est une excellente réforme, nécessaire depuis des années. Notre groupe a néanmoins voté contre - Marie-Martine Schyns et moi nous étant abstenues - en raison de son rythme de mise en application. La Fondation Roi Baudouin avait pointé la nécessité d'une réforme dans tout le pays en même temps et qu'il y ait deux ans entre la décision et sa mise en application. Ce qui n'est pas le cas. En outre, nous avons pointé dès le début les nombreuses difficultés pour les familles, pour les mouvements de jeunesse, pour tous ceux qui ont des enfants dans deux types d'enseignement. Nous regrettons que la ministre Désir (PS, Éducation) et le gouvernement n'aient pas entendu notre proposition de reporter d'un an non pas le vote, mais sa mise en application. »

### Au risque de faire traîner cette réforme encore un peu plus ?

« Non, car la réforme aurait été votée. On ne demandait pas qu'elle soit remise aux calendes grecques, mais de lui laisser le temps nécessaire. Le jour de ce vote, on a par exemple également approuvé le dossier d'accompagnement de l'élève, avec une mise en application un an plus tard. On peut également parler de la réforme de la formation initiale des enseignants, qui a été votée et remise deux fois. »

### Fallait-il attendre l'accord de la Flandre, au risque qu'elle le refuse ?

« On a fait les choses à l'envers. Plutôt que d'aller chercher un accord d'ensemble puis de faire avancer les dossiers dans chaque communauté, on a voulu être 'avant la Flandre' ! La majorité s'en est d'ailleurs félicitée. L'une des mal gouvernances de notre pays, c'est justement ça : que tout le monde essaie de prouver qu'il est meilleur que celui d'à côté ! Alors que ce qui compte, c'est d'être cohérent. Au lieu de passer tant de temps à trouver en quoi nous serions différents, essayons plutôt de trouver en quoi nous pouvons continuer à cheminer ensemble. Mais, au-delà de la Flandre, cette réforme entraîne de nombreux problèmes pour un certain nombre de familles... »

Sur 900.000 élèves, il y en aurait entre 45.000 et 85.000 pour qui ça poserait problème...

« C'est dommage de ramener à des statistiques quelque chose qui pose problème de manière beaucoup plus globale. Car il y a aussi tous les jeunes du supérieur qui sont engagés dans des mouvements de jeunesse et pour qui les formations seront impossibles, ou les familles qui vont devoir chercher des stages et des camps pendant les vacances de Toussaint et de Carnaval alors qu'il n'y aura

pas de congés communs. Les ministres Glatigny (MR, Enseignement supérieur) et Linard (Écolo, Enfance) n'ont pas emboîté le pas de leur collègue Caroline Désir pour trouver des solutions au sein du supérieur ou de l'accueil de la petite enfance. Cela va poser problème. »

Ce sera la première fois que l'enseignement va autant différer entre Flamands et francophones. Est-ce un premier pas vers une régionalisation ?

« Ce dossier montre, au contraire, que la régionalisation de l'enseignement serait une idiotie et qu'il y a des limites à ne pas franchir ! Il n'a pas été possible de négocier avec la Flandre soit pour des raisons de coqs sur un tas de fumier, soit de concertation obligatoire. Imaginez un peu ce que cela aurait donné si l'enseignement avait été régionalisé ! Je suis certaine qu'on nous aurait expliqué pourquoi il fallait un rythme particulier en Wallonie, un autre en Flandre et un autre encore à Bruxelles ! »

Cela ne permettrait-il pas d'adapter l'enseignement au marché de l'emploi, qui diffère entre la Flandre et la Wallonie ?...

« Le problème, c'est la temporalité. Pensez-vous que le métier d'enseignant était en pénurie il y a 10 ans ? Non. Alors qu'aujourd'hui, c'est le cas. À la place, il doit y avoir une réflexion sur la place de la formation continuée, du retour sur les bancs tout au long d'une carrière. On pense trop les choses d'une manière linéaire : on est formé et puis on fait des petites formations supplémentaires liées à notre métier. Sans laisser la place à des formations plus complètes ni à la réorientation. » ■



## « Une réforme barémique en créant un statut intermédiaire »

Après deux manifs, les enseignants se mobiliseront à nouveau à Liège le 5 mai. Ils demandent notamment une revalorisation financière, une réduction de la taille des classes, une diminution de la charge de travail ou encore l'abandon du projet d'évaluation.

Que soutenez-vous dans ces revendications ?

« L'évaluation, c'est une reconnaissance des compétences et du droit à des formations. Si j'étais enseignante, je serais très heureuse d'avoir un retour sur mes pratiques, sur ma collaboration dans une équipe, de pouvoir m'exprimer vis-à-vis du PO ou de la direction quant à mes besoins, mes attentes, etc. C'est une évolution positive et une plus-value réelle dans la reconnaissance du métier d'enseignant. Pour le reste, la situation étant très différente entre niveaux, certaines revendications – comme la revalorisation salariale – m'apparaissent plus légitimes pour le fondamental. »

La Communauté française a-t-elle budgétairement les moyens d'y faire face ?

« Il faut négocier cet accord sectoriel dans la perspective des négociations qui auront lieu dans le cadre de la réforme de la formation initiale des enseignants, qui devra s'accompagner d'une réforme barémique. Avec, à mon sens, la création d'un nouveau barème situé entre le 301 et le 501. Il faudra que la Communauté trouve les moyens. Il faut prendre en compte le financement de l'enseignement dans sa globalité, cela fera partie des négociations importantes des prochaines années. »

La dette s'emballé, en Communauté française. Faut-il craindre une période d'austérité après les élections de 2024 ?

« Elle s'emballé aussi en Région wallonne ! Il y a une rigueur financière à espérer dans tous les gouvernements. Certains dirigeants se comportent comme si on pouvait faire fonctionner la planche à billets en Wallonie, alors qu'en Communauté française ce serait un gros problème. J'ai plus envie de dénoncer le gaspillage en Région wallonne ou bruxelloise. À la Communauté, 85% des dépenses sont du personnel. Et je ne vois pas où du personnel serait en trop... » ■



## « Le MR a accepté de payer la facture la plus élevée que je n'ai jamais vue pour la fusion UCL-St-Louis »



La réforme du décret paysage entrera en vigueur en septembre. Satisfaite ?

« Non, pas du tout ! Ce n'est pas une réforme du décret paysage mais une réforme du parcours de l'étudiant. Il y avait plein de bonnes intentions chez la ministre Glatigny (MR, Enseignement Supérieur). Mais au terme des négociations avec ses partenaires du PS et d'Ecolo, cette réforme se résume juste à celle du parcours de l'étudiant. Avec quelques avancées, notamment cette attention particulière à la réussite en première. Mais sans réflexion profonde sur les années propédeutiques. »

Que manque-t-il dans cette réforme ?

« Il n'y a rien sur la simplification administrative, rien sur la liberté d'enseignement, rien sur l'évaluation de l'ARES, rien sur l'évaluation des pôles, rien sur un certain nombre d'équilibres à l'intérieur de l'organisation des universités et hautes écoles... Et la ministre n'a pas non plus amené la liberté totale d'association... Tout ça viendra dans

Suite en page 12 →

← Suite de la page 11

une seconde réforme de l'enseignement supérieur qu'elle a accepté de concéder contre la fusion de l'UCL et de Saint-Louis. Mais tout ce qui est au menu de la concession de la fusion, nous l'avions refusé ! Nous avons toujours dit que la liberté d'association était fondamentale et constitutionnelle, et que rien ne pouvait empêcher cette fusion. Mais le partenaire socialiste a toujours voulu faire payer les choses. Et le MR a accepté de payer la facture la plus élevée que je n'ai jamais vue pour cette fusion ! »

### En quoi est-elle si élevée ?

« On nous annonce une réforme du financement des universités en fonction des indices socio-économiques des étudiants. Un renforcement du rôle des pôles de l'enseignement là où il aurait fallu les évaluer. Une université de référence par pôle, ce qui veut dire que certains préparent la régionalisation des universités et que d'autres espèrent qu'elles vont régner seules en maître. Des révisions des habilitations qui vont sans doute être au profit d'une seule université. Une réforme du financement des



bâtiments universitaires alors que c'était le seul niveau de pouvoir où il y avait une égalité de traitement... Bref, on nous annonce plein de choses et je crains que ce ne soit tout ou rien. Si le MR accepte toutes les exigences du PS, je me demande si ce ne sont pas les recteurs des universités eux-mêmes qui vont s'opposer à la fusion ! Car le prix à payer ne sera pas un prix acceptable ! »

### Êtes-vous opposée à cette fusion ?

« Nous avons déposé un décret au Parlement qui vise à ce qu'elle se réalise, mais en toute liberté. Ce qui rétablit donc la liberté d'association dans le décret paysage. Si la ministre dépose un décret de fusion moins libre que le nôtre, il est évident que nous remettrons notre texte sur la table ! Nous y tenons à cette fusion, nous nous sommes battus pour y arriver. Et nous continuerons à nous battre, comme nous nous battons toujours pour la liberté d'association. Il n'y a pas de raison qu'il y ait une contrepartie. La liberté d'association est un droit constitutionnel ! » ■

## « J'ai toujours été engagée »

« Je suis une fille de tous les réseaux », plante d'emblée Alda Greoli quand on l'interroge sur sa scolarité. En rappelant ses primaires à l'école Roi Baudouin de Spa puis à l'école de l'État au Congo, suivies par des secondaires partagées entre Saint-Michel à Neufchâteau et l'athénée de Spa, « où je suivais le cours de religion catholique », ajoute-t-elle sourire en coin. Le tout ponctué par des études supérieures en informatique à Saint-Laurent, à Liège. Ce qu'elle en retire ? « Une ouverture d'esprit et une absence de dogmes, de certitudes sur la détention de la vérité. Un démenti, aussi, aux caricatures ridicules dont on affuble les défenseurs de l'enseignement catholique comme moi, et une mise à mal des images reçues sur les différents types d'accompagnement et le soi-disant élitisme. Mes 3 fils ont été dans des écoles catholiques. Ils y ont bénéficié d'un accompagnement de l'élève bien plus important que dans l'officiel, où certains professeurs vous faisaient comprendre que si on ne suivait pas, il suffisait d'aller ailleurs... »

« J'adorais le français et les maths, au point de suivre 9 heures de maths par semaine, plus 3 le mercredi après-midi pour le plaisir. J'ai toujours considéré ce cours proche de la philosophie. Et j'ai toujours adoré la littérature et les débats du cours de français. » Avec pour suite logique un engagement politique ? « Je n'ai jamais voulu en faire ! », rétorque-t-elle tout de go. « Mais j'ai toujours été engagée. À 14 ans, avec des copines, on avait créé un accueil extrascolaire à Spa le mercredi après-midi, avec des chants, des danses... »



Puis j'ai créé une école des devoirs, une bibliothèque des rues, avant de devenir conseillère communale, dans l'opposition. Jusqu'à ce que Philippe Maystadt me propose de devenir secrétaire générale du PSC, en charge du lien avec l'associatif et surtout - ma bible - la charte de l'associatif, qui reconnaît son apport dans la construction de la société... »

Cette passionnée de culture bifurquera par la suite vers les mutualités chrétiennes, avant d'intégrer des cabinets et de succéder à Maxime Prévot dans un passage remarqué comme vice-présidente des gouvernements wallon et francophone, sous la précédente législature. Aujourd'hui cheffe de groupe des Engagés au Parlement de la Communauté française, elle ambitionne de décrocher le maïorot de Spa en 2024. Un retour aux sources, dans tous les sens du terme... ■



## « Organiser l'enseignement sur le modèle libre ne signifie pas un seul réseau »

Un arrêt de la Cour constitutionnelle laisse au gouvernement jusqu'à la fin de cette année pour garantir à l'enseignement libre 75% des moyens dont dispose WBE, contre aux alentours de 50% actuellement.

Comment y arriver ? En augmentant les moyens du libre ou en diminuant ceux de WBE ? Ou via la création d'un réseau unique ?

« Nous sommes pour un seul modèle d'organisation de l'école à l'image du libre, avec des PO en ASBL et un modèle de fonctionnement identique. Donc une égalité entre réseaux, y compris financière. Le cas des bâtiments scolaires est un bel exemple. Le ministre Daerden (PS, Bâtiments scolaires) doit revoir sa copie en profondeur. Preuve que quand ça passe devant les tribunaux, l'égalité de traitement reste fondamentale. Mais j'insiste : un modèle d'organisation unique basé sur le libre ne signifie pas un seul réseau. Le modèle de l'enseignement libre repose sur une affiliation à une fédération sur base volontaire. La liberté d'association entraîne des réseaux différents si c'est le choix des écoles. Je tiens comme à la prunelle de mes yeux à la liberté d'association. Ce n'est absolument pas au monde politique à dire combien de fédérations sont nécessaires pour représenter les PO des écoles. »

Comment en arrive-t-on aux 75% de financement ?

« À partir du moment où on met tout le monde sur le même modèle, ça résout le problème. Avec une seule enveloppe re-répartie équitablement entre toutes les écoles. Où celles qui sont à 50% aujourd'hui passeraient à 75% et celles qui étaient à 100% passeraient à 75%. Il faut appliquer cela dès le 1<sup>er</sup> janvier prochain. »

Dans le manifeste des Engagés, outre ce « réseau unique d'enseignement », la suppression du cours de religion passe mal...

« Le cours de religion est particulièrement intéressant dans l'enseignement catholique parce qu'il est situé à partir de la philosophie chrétienne, il est ouvert et inter-religions. Une

avancée positive qui permet aux élèves d'être ensemble – contrairement à WBE où ils sont séparés – et d'entendre les convictions religieuses de tout un chacun. L'enseignement libre a montré la voie à suivre. Notre proposition consiste à repenser le cours d'EPC (Éducation à la Philosophie et à la Citoyenneté) en l'ouvrant aux autres religions pour permettre un réel dialogue interconvictionnel, en plus d'un éveil à la philosophie. »

Pourtant le manifeste des Engagés mentionne la suppression du cours de religion...

« Le problème d'un manifeste, c'est qu'il faut parfois y rassembler sa pensée en quelques lignes, sans y apporter toutes les nuances. Nous avons notamment déposé des notes qui expliquent comment ce cours d'EPC doit évoluer vers le dialogue interconvictionnel et c'est cela qu'on retrouve dans le manifeste. »

Deux phrases de Maxime Prévot (qui préside Les Engagés) ne sont pas passées inaperçues : « Resserrer les liens avec le pilier chrétien n'est pas ma priorité » et « Notre mouvement n'a plus de référence au personnalisme chrétien ». Les Engagés sont-ils devenus un parti laïc ?

« Les Engagés sont un parti ouvert à tous. La laïcité est vécue en Belgique comme une militance, parfois comme une religion. Ce n'est donc pas un parti de la laïcité mais un parti qui se veut ouvert à toutes les convictions – on y retrouve des agnostiques, des chrétiens, des laïcs, des musulmans, des bouddhistes... - et en ça, il est neutre de conviction. Le personnalisme chrétien n'est plus la seule référence. Ses composantes issues du PSC sont toujours bien là, ancrées dans Les Engagés, mais il manquait certaines dimensions comme l'écologie, l'international, les migrations... C'est plus un élargissement des références qu'une négation du passé. Avec DéFI, nous sommes le parti qui a le moins de dogmes et de certitudes. Au contraire du PS qui n'a pas changé d'un iota, ou d'Écolo qui se perd dans ses dogmes, nous osons le doute et la nuance. Cette nuance a rendu compliqué le message du cdH ce qui, je l'espère, ne sera pas le cas avec Les Engagés. »

À l'heure où les extrêmes ont la cote un peu partout, miser sur la nuance, le centrisme et le doute, c'est un fameux pari, non ?

« Ceux qui font le succès des extrémistes, ce sont ceux qui se trouvent juste à côté. Je regrette tous les jours au Parlement de voir le Parti socialiste ou Écolo courir derrière le PTB, d'avoir vu le CD&V courir derrière la N-VA et aujourd'hui la N-VA courir derrière le Vlaams Belang. La population préfère toujours l'original à la copie. Notre certitude, c'est que plus on aura un centre fort, et plus les partis à droite et à gauche auront envie de reconquérir le centre et délaisseront les extrêmes. » ■

Retrouvez notre séquence « Trois questions à Alda Greoli »

sur la page YouTube du SeGEC :

<https://bit.ly/3NTWrZt>

